Obama essuie un nouveau revers

Por María Josefina Arce

Le pouvoir judiciaire étasunien a asséné un rude coup au plan migratoire du président Obama. La Cour suprême des États-Unis vient de décider de bloquer le plan migratoire du président Obama, un plan qui avait pour but de freiner l'expulsion de presque 5 millions de sans papiers.

Cet arrêt qui s'avère un dur revers pour le président 7 mois avant son départ de la Maison Blanche confirme la décision d'un tribunal inférieur et laisse dans une limbe juridique des millions de migrants, une question particulièrement sensible dans ce moment de campagne électorale.

Tout le long de son mandat, Obama a fait l'objet de fortes critiques non seulement parce qu'il n'a pas tenu ses promesses électorales en matière migratoire mais encore parce que sous son administration Washington a endurci sa position contre les sans papiers, multiplié les expulsions et la chasse aux immigrants dont les papiers ne sont pas complètement en règle.

En 2014, après l'opposition à laquelle s'est heurté son projet de réforme migratoire au Congrès contrôlé par le parti républicain, le président étasunien a émis un décret protégeant temporairement les sans papiers de la déportation.

En même temps, Obama décrétait des mesures cherchant à régulariser la situation de ces 5 millions de migrants résidant aux États-Unis depuis au moins 5 ans.

Aujourd'hui, on estime à plus de 11 millions de migrants dont les papiers ne sont pas en règle.

26 États à des administrations républicaines, avec à la tête, le Texas, ont porté plainte contre le gouvernement fédéral et cette initiative du président. Les élus républicains au Congrès ont vite appuyé la demande contre Obama.

Tout semble indiquer que l'avenir de la politique migratoire des États-Unis dépend des résultats des élections présidentielles de cette année. La question de l'immigration reste en effet un des points les plus controversés de la campagne électorale.

Dans la bataille aux urnes de novembre prochain, il y aura 4 millions de plus d'électeurs d'origine latine inscrits que dans les élections de 2012. Passeront-ils la facture aux politiciens qui ont agi contre leurs intérêts et leurs proches? Il faudra attendre.

Pour l'instant, une chose est sûre, Barack Obama aura laissé comme legs le fait d'être le Chef d'État nord-américain ayant sur son dos le plus grand nombre de déportations.

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/98848-obama-essuie-un-nouveau-revers

Radio Habana Cuba